

Unité départementale du Loiret  
3 rue de Carbone  
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 13/04/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/02/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VAUVELLE TP**

ZAC

45290 Varennes-Changy

Références : 187 / 2024  
Code AIOT : 0010001740

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/02/2024 dans l'établissement VAUVELLE TP implanté ZA Le Bussoy 45290 Varennes-Changy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement, dans un contexte de plainte émise à l'encontre du fonctionnement des installations (sujet poussières notamment).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAUVELLE TP
- ZA Le Bussoy 45290 Varennes-Changy
- Code AIOT : 0010001740
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VAUVELLE TP exploite dans la zone d'activité Le Bussoy une centrale d'enrobage à chaud de matériaux routiers. Elle réalise le transit de déchets inertes issus de chantiers du BTP et le concassage de ces déchets par campagnes. La société a été rachetée début 2023.

#### Contexte de l'inspection :

- Plainte

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Plans d'urgence
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                            | Référence réglementaire                                | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Qualité des rejets admissibles dans le milieu naturel        | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §3.5.2.2 | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 3  | Surveillance des rejets d'eaux pluviales                     | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §9.1.1   | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 4 mois                |
| 5  | Hauteur de la cheminée de rejet des effluents atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §4.4.3   | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 7  | Communication des résultats sur les effluents atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §9.2     | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |
| 8  | Vérification périodique des effluents atmosphériques         | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §9.1.2   | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 11 | Plan des zones à risques incendie                            | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §7.5     | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |
| 12 | Plan de lutte contre un sinistre                             | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §7.6     | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire                                 | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 15 | Réserve incendie du site                         | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §7.4.1    | Demande d'action corrective                                                                                         | 1 mois                |
| 18 | Traçabilité des déchets produits                 | Code de l'environnement du 21/02/2024, article L. 541-2 | Demande d'action corrective                                                                                         | 1 mois                |
| 19 | Limitation des émissions nuisantes ou polluantes | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 §1.1        | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                              | 1 mois                |
| 21 | Capacités de rétention des fluides               | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §3.2.5    | Demande d'action corrective                                                                                         | 1 mois                |
| 22 | Emissions de nuisances                           | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 5.1 à 5.3     | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                              | 4 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                              | Référence réglementaire                              | Autre information |
|----|------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Situation administrative                       | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 1.1        | Sans objet        |
| 4  | Teneurs en poussières des gaz à l'émission     | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §4.4.1 | Sans objet        |
| 6  | Vitesse d'éjection des gaz à l'émission        | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §4.4.4 | Sans objet        |
| 9  | Rejets et pratiques polluantes interdits       | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §4.3   | Sans objet        |
| 10 | Envol des poussières                           | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §4.4.5 | Sans objet        |
| 13 | Procédure d'exploitation des installations     | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §8.2   | Sans objet        |
| 14 | Précaution à prendre afin d'éviter un sinistre | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §8.4   | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                         | Référence réglementaire                              | Autre information |
|----|-------------------------------------------|------------------------------------------------------|-------------------|
| 16 | Registre des déchets                      | Arrêté Ministériel du 31/08/2021, article 2          | Sans objet        |
| 17 | Bordereaux de suivi des déchets dangereux | Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2 et 3     | Sans objet        |
| 20 | Plan des réseaux                          | Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §3.2.4 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 1.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cf tableau de classement de l'arrêté préfectoral d'autorisation.<br/>Cf proposition de mise à jour du tableau de classement présenté dans le porter à connaissance déposé par la société VAUVELLE TP le 24 mars 2022 en préfecture du Loiret.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite d'inspection, un point a été réalisé sur la situation administrative du site suite aux évolutions des activités et aux évolutions réglementaires intervenues depuis la signature de l'arrêté d'autorisation. Le tableau de classement de l'arrêté préfectoral du site est obsolète et nécessite d'être réactualisé.</p> <p>L'exploitant a déposé un porter à connaissance le 24 mars 2022 dans lequel il repositionne ses activités au regard de la nomenclature des ICPE et propose la modification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral.</p> <p>La conformité des activités au tableau de classement proposé dans le porter-à-connaissance n'a pas été vérifiée de façon exhaustive. Le jour de la visite il a été constaté que la puissance de l'installation de concassage (installation 2515) est conforme, et la capacité de la centrale d'enrobage à chaud (installation 2521) également.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique qu'il a prévu la réfection complète du parc à liants, vétuste. A ce titre, l'inspection des installations classées a rappelé les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement relatives à la déclaration à Madame la Préfète des modifications portées aux installations avant leur réalisation.</p> <p>[PDC n°1] : Absence de constat formulé.</p> |

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> |
| -                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                     |

**N° 2 : Qualité des rejets admissibles dans le milieu naturel**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §3.5.2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des rejets admissibles dans le milieu naturel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Caractéristiques des rejets admissibles dans le milieu naturel <ul style="list-style-type: none"> <li>• T° &lt; 30 °C</li> <li>• Ph compris entre 5,5 et 8,5</li> <li>• MES : 100 mg/l</li> <li>• DCO : 300 mg/l</li> <li>• DBO5 : 100 mg/l</li> <li>• Hydrocarbures : 5 mg/l norme NF T 90 114</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>Vu : dernières analyses effectuées au point de rejet des eaux pluviales situé à l'angle nord du site, effectuées le 06/06/2023. Ces analyses ne portent pas sur le paramètre DBO5. Pour les autres paramètres mesurés, il n'est pas constaté d'écart aux valeurs limites d'émission.<br><br>L'inspection des installations classées constate que le point de rejet des eaux pluviales situé à l'angle nord-est du site n'a pas fait l'objet d'un contrôle.<br><br><b>[PDC n°2] : L'exploitant n'a pas fait analyser le paramètre DBO5 sur l'échantillon prélevé au point de rejet nord des eaux pluviales.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de délais :</b> 1mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 3 : Surveillance des rejets d'eaux pluviales**

|                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §9.1.1 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des rejets d'eaux pluviales        |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Les contrôles seront réalisés sur des échantillons prélevés en sortie du deshuileur-débourbeur sur demande de l'inspection des installations classées, et à la charge de l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu : dernières analyses effectuées au point de rejet des eaux pluviales situé à l'angle nord du site, effectuées le 06/06/2023.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que le point de rejet des eaux pluviales situé à l'angle nord-est du site n'a pas fait l'objet d'un contrôle.</p> <p><b>[PDC n°3] : Suite à cette visite d'inspection, l'inspection des installations classées demande à la société VAUVELLE d'effectuer un nouveau contrôle aux deux points de rejet des eaux pluviales, en sortie des débourbeur-deshuileurs, sur la liste des paramètres listés à l'article 3.5.2 de l'arrêté préfectoral. Les résultats feront l'objet d'une transmission à l'inspecteur des installations classées accompagnés de tout commentaire utile, et le cas échéant des actions envisagées en cas d'écart constaté.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Suite à cette visite d'inspection, l'inspection des installations classées demande à la société VAUVELLE d'effectuer un nouveau contrôle aux deux points de rejet des eaux pluviales, en sortie des débourbeur-deshuileurs, sur la liste des paramètres listés à l'article 3.5.2 de l'arrêté préfectoral. Les résultats feront l'objet d'une transmission à l'inspecteur des installations classées accompagnés de tout commentaire utile, et le cas échéant des actions envisagées en cas d'écart constaté.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 4mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

#### N° 4 : Teneurs en poussières des gaz à l'émission

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §4.4.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Teneurs en poussières des gaz à l'émission                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les gaz rejetés à l'atmosphère ne devront pas contenir en marche normale, plus de 50 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières, quels que soient les régimes de fonctionnement de l'installation.</p>                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu : le dernier rapport de prélèvements et d'analyses des rejets en sortie de la cheminée de la centrale d'enrobage à chaud, effectués par l'APAVE le 06/09/2021. Les résultats ne font pas apparaître d'écart à la valeur limite d'émission pour le paramètre poussières.</p> <p>A noter que l'exploitant a également fait mesurer les paramètres suivants non requis par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site : CO, NOx, COVt, CH4, COVnM et SO2.</p> |

A titre d'information, les valeurs limites d'émission édictées par les articles 6.6 et 6.7 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (arrêté non applicable aux sites existants et donc non applicable aux installations exploitées par VAUVELLE TP), sont définies en tenant compte des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) sur gaz humides à la teneur en oxygène de référence de 17 pourcents.

Le rapport propose les concentrations mesurées rapportées aux conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) sur gaz secs, et les teneurs ne sont pas corrigées sur l'oxygène.

A titre comparatif, et en tenant compte de ces corrections et des teneurs relevées lors du contrôles, les valeurs limites d'émission applicables aux installations nouvelles seraient respectées.

[PDC n°4] : Absence de constat formulé.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant pourrait utilement demander à l'organisme en charge du contrôle de ses rejets atmosphériques de présenter les résultats conformément aux nouvelles dispositions réglementaires applicables aux installations équivalentes nouvelles soumises à enregistrement, à savoir en tenant compte des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) sur gaz humides à la teneur en oxygène de référence de 17 pourcents.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Hauteur de la cheminée de rejet des effluents atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §4.4.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Hauteur de la cheminée

**Prescription contrôlée :**

Hauteur de cheminée

La hauteur de la cheminée devra au moins être de 10 mètres, son débit ne dépassera pas 30 000 m<sup>3</sup>/h pour une capacité de traitement de 120 t/h.

**Constats :**

Vu : le dernier rapport de prélèvements et d'analyses des rejets en sortie de la cheminée de la centrale d'enrobage à chaud, effectués par l'APAVE le 06/09/2021. Le rapport de contrôle ne précise pas la hauteur de la cheminée. S'agissant du débit volumique des effluents, le rapport ne fait pas état d'un écart réglementaire en sortie de la cheminée (moyenne établie à 17 700 m<sup>3</sup>/h sur les 3 mesures).

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un document justificatif de la hauteur effective de la cheminée et du point de rejets des effluents atmosphériques.

**[PDC n°5] : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées tout document justificatif de la hauteur effective de construction de la cheminée de rejets des effluents**

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| atmosphériques.                                                                                                              |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                             |
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                        |
| <b>Proposition de délais :</b> 1mois                                                                                         |

**N° 6 : Vitesse d'éjection des gaz à l'émission**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §4.4.4                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vitesse d'éjection des gaz à l'émission                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| Vitesse minimale ascendante des gaz rejetés à l'atmosphère devra être au moins égale à 8 mètres/seconde.                                                                                                                                                                                                |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Vu : le dernier rapport de prélèvements et d'analyses des rejets en sortie de la cheminée de la centrale d'enrobage à chaud, effectués par l'APAVE le 06/09/2021. Le rapport de contrôle ne fait pas état d'un écart réglementaire sur la vitesse d'éjection en sortie de la cheminée (environ 18 m/s). |
| [PDC n°6] : Absence d'écart constaté.                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                        |
| -                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 7 : Communication des résultats sur les effluents atmosphériques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §9.2                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Communication des résultats                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| L'industriel communiquera les résultats des contrôles prévus à l'article 4.4 à l'inspection des installations classées.<br>Les résultats seront commentés notamment en ce qui concerne les éventuelles valeurs anormales, aberrantes ou absentes et les mesures prises en conséquence seront précisées. |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| Vu : le dernier rapport de prélèvements et d'analyses des rejets en sortie de la cheminée de la                                                                                                                                                                                                         |

centrale d'enrobage à chaud, effectués par l'APAVE le 06/09/2021.

Le rapport de contrôle n'a pas été transmis dans son intégralité à l'inspection des installations classées. Un extrait du rapport indiquant l'absence de dépassement a été joint en annexe du porter à connaissance du 24 mars 2022.

**[PDC n°7]: L'exploitant n'a pas transmis l'ensemble des résultats des contrôles effectués sur les effluents atmosphériques en sortie de cheminée à l'inspection des installations classées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2mois

#### N° 8 : Vérification périodique des effluents atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §9.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vérification périodique des effluents atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

Un contrôle annuel des rejets aériens sera réalisé :  
50 mg/Nm<sup>3</sup> de poussières  
30 000 m<sup>3</sup>/h

**Constats :**

Vu : le dernier rapport de prélèvements et d'analyses des rejets en sortie de la cheminée de la centrale d'enrobage à chaud, effectués par l'APAVE le 06/09/2021. Le rapport ne fait pas état de non respect des dispositions réglementaires.

Vu : le dossier de porter à connaissance en date du 23 mars 2022 par lequel l'exploitant sollicite l'allègement de son autosurveillance au point de rejet à fréquence triennale. Cette demande n'a pas fait l'objet d'un retour favorable de Madame la Préfète.

A titre de comparaison, l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (non applicable aux installations existantes comme celles exploitées par la société VAUVELLE TP) prévoit à son article 9.2 une périodicité de contrôle a minima annuelle.

**[PDC n°8] : L'exploitant ne réalise pas ses contrôles de rejets atmosphériques à périodicité annuelle.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| L'exploitant doit faire réaliser rapidement un nouveau contrôle des valeurs limites d'émission au point de rejet des effluents atmosphériques en sortie de cheminée de la centrale d'enrobage, et intégrer une périodicité annuelle dans son programme d'autosurveillance. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 1mois                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 9 : Rejets et pratiques polluantes interdits**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §4.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets et pratiques polluantes interdits                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé publique.<br>Le brûlage à l'air libre est interdit. L'incinération locale des déchets et plus généralement de corps combustibles non commerciaux est interdite.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b><br><br>La plainte parvenue à l'inspection des installations classées portant notamment sur les émissions à l'atmosphère de poussières.<br>Au cours de la visite d'inspection, les installations d'enrobage et de concassage était à l'arrêt. Les conditions météorologiques le jour de la visite (pluies) étaient peu favorables à constater d'éventuelles émissions importantes de poussières dues aux stockages de matériaux ou à la circulation des camions et engins.<br>Vu : absence de trace noirâtre au sol qui laisserait supposer des activités éventuelles de brûlage à l'air libre.<br>Vu : présence de auvents pour protéger les stockages de matériaux fins (sables)<br>Il n'est pas constaté d'émissions de poussières.<br><br>[PDC n°9] : Absence d'écart constaté. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>-                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 10 : Envol des poussières**

|                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §4.4.5 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Envol des poussières                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Les aires de stockage, les trémies et les appareils de manutention devront être conçus et aménagés de manière à éviter les envols de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La plainte parvenue à l'inspection des installations classées portant notamment sur les émissions à l'atmosphère de poussières.</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, les installations d'enrobage et de concassage était à l'arrêt. Les conditions météorologiques le jour de la visite (pluies) étaient peu favorables à constater d'éventuelles émissions importantes de poussières dues aux stockages de matériaux ou à la circulation des camions et engins.</p> <p>Vu : présence de auvents pour protéger les stockages de matériaux fins (sables)</p> <p>Il n'est pas constaté d'émissions de poussières.</p> <p>[PDC n°10] : Absence d'écart constaté.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 11 : Plan des zones à risques incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §7.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des zones à risques incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant définira et fera figurer sur un plan les zones [...] où existent un risques d'incendie permanent et épisodique.</p>                                                                                                                                                                                                                                       |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu : plan des zones à risques établi en date du 02/10/2009. Ce plan n'est plus à jour au regard des modifications apportées aux installations.</p> <p>[PDC n°11] : Le plan des zones à risques incendie n'est pas maintenu à jour.</p>                                                                                                                                               |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 1mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 12 : Plan de lutte contre un sinistre**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §7.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de lutte contre un sinistre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant établira un plan de lutte contre les sinistres prévisibles susceptibles de nuire directement ou indirectement à l'environnement ou à la sécurité publique. Ce plan comportera : <ul style="list-style-type: none"><li>- les modalités d'alerte ;</li><li>- la désignation des personnes chargées de la direction des opérations, des personnes chargées de l'exécution des opérations, des personnes chargées des communications avec les services extérieurs</li><li>- les modalités d'évacuation</li><li>- les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et contre ses effets directs et indirects</li><li>- les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs</li></ul> |
| <b>Constats :</b><br><br>Vu : plan de lutte contre un sinistre mis en place sur le site. Il est constaté que : <ul style="list-style-type: none"><li>- le plan des zones à risques nécessite d'être mis à jour ;</li><li>- les personnes chargées des opérations nécessitent d'être mises à jour (évolutions du personnel).</li></ul><br><b>[PDC n°12] : Le plan de lutte contre un sinistre intervenant sur le site n'est pas tenu à jour des évolutions sur le site.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.<br><br>Par ailleurs, l'exploitant veillera à définir une organisation interne lui permettant de mettre à disposition le plan de lutte contre un sinistre aux services d'incendie et de secours en cas de besoin.                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 1mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 13 : Procédure d'exploitation des installations**

|                                                                                                                                                                                                                          |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §8.2                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure d'exploitation des installations                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations dont l'exploitation présente des inconvénients ou des dangers pour l'environnement seront exploitées conformément à des procédures détaillées visant à prévenir |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>réduite ou compensés ces inconvénients et dangers. Elles indiqueront notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les équipements, appareils, produits nécessaires y compris ceux destinés à la lutte contre un sinistre ;</li> <li>- le personnel requis</li> <li>- les opérations ou contrôles préliminaires à effectuer ;</li> <li>- le déroulement des opérations élémentaires à réaliser et les conditions préalables à remplir ;</li> <li>- les phénomènes attendus</li> <li>- les anomalies, dérives possibles et façons d'y remédier</li> <li>- les modalités de mise en sécurité maximale en fin d'exploitation</li> </ul>                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu : les consignes de sécurité en cas d'incendie (version du 25/04/2016);<br/> Vu : les consignes de déchargement associé à la réception du bitume chaud au parc à liants (version du 12/01/2016) ;<br/> Vu : les consignes de déchargement associé à la réception du fioul lourd BTS (version du 12/01/2016) ;<br/> Vu : les consignes de sécurité en cas de fuite ou de débordement au parc à liants (version du 12/01/2016).<br/> L'exploitant précise également que des formations incendie sont régulièrement dispensées. Ce point n'a pas fait l'objet d'une vérification sur base documentaire.</p> <p>[PDC n°13] : Absence d'écart constaté.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

**N° 14 : Précaution à prendre afin d'éviter un sinistre**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §8.4</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Précaution à prendre afin d'éviter un sinistre</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est interdit d'approcher avec du feu ou de fumer à proximité des installations de matières facilement inflammables ou toxiques.<br/> Cette interdiction devra être signalées par des moyens appropriés.</p> <p>L'exploitant apposera à proximité de ces installations, une plaquette indiquant le numéro du centre de secours des sapeurs pompiers, ainsi que les coordonnées des différents distributeurs de produits inflammables.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu : présence d'un affichage des consignes et numéros d'urgence au poste de déchargement du parc à liants.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

|                                                                  |
|------------------------------------------------------------------|
| [PDC n°14] : Absence d'écart constaté.                           |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> |
| -                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                     |

**N° 15 : Réserve incendie du site**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §7.4.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve incendie du site                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'établissement possédera une réserve d'eau artificielle de 600 m <sup>3</sup> dans les six mois à compter de la signature du présent arrêté                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Constats :</b><br><br>Vu : présence d'un réserve incendie de 120 m3 correctement identifiée et accessible.<br><br><b>[PDC n°15] : L'exploitant ne dispose pas d'une réserve incendie de 600 m3.</b><br><br>A titre de comparaison, l'article 4.5 "Moyens de lutte contre l'incendie" de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux centrales d'enrobage au bitume de matériaux routiers soumises au régime de l'enregistrement (non applicable à l'établissement du fait de son bénéfice d'antériorité) précise : "[...] Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant deux heures. Au moins un point d'eau est en mesure de fournir, à lui seul, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure, sous une pression d'un bar, durant deux heures. [...]".<br>Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'exploitant peut demander une mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation applicable à l'établissement sur la base d'éléments justificatifs (calcul de dimensionnement des ressources en eau nécessaire pour lutter contre un incendie). |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Proposition de délais :</b> 1mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2021, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;</li> </ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Vu : Le registre des déchets tenu en ligne par l'exploitant. Le registre comprend les déchets dangereux et non dangereux produits et évacués du site. Il comprend les informations réglementaires nécessaires.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les registres déchets doivent être conservés pendant une durée minimale de 3 ans et sont tenus à la disposition des autorités compétentes (cf article 11 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement).</p> <p>[PDC n°16] : Absence d'écart constaté.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 17 : Bordereaux de suivi des déchets dangereux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2 et 3</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bordereaux de suivi des déchets dangereux</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1</p> <p>Le présent arrêté s'applique aux déchets dangereux et aux déchets POP visés par le I de l'article R. 541-45 du code de l'environnement, à l'exception des déchets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les déchets dangereux contenant de l'amiante ;</li> <li>- les déchets de fluides frigorigènes.</li> </ul> <p>Article 2</p> <p>Les informations à déclarer, pour chaque bordereau de suivi de déchet, au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets sont listées à l'article 3.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu : la gestion des bordereaux de suivi de déchets dangereux via l'application Trackdéchets. Le suivi des bordereaux a été vérifié par sondage.</p> <p>[PDC n°17] : Absence d'écart constaté.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

**N° 18 : Traçabilité des déchets produits**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 21/02/2024, article L. 541-2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets produits                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.<br>Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br><br>La traçabilité des déchets a été vérifiée par sondage.<br>Vu : déchet "huiles usagées", enlèvement du 03/05/2023 par MARTIN ENVIRONNEMENT. Code déchet prévu R13. Traitement futur envisagé de type R9 ("Régénération ou autres réemplois des huiles") chez OSILUB à GONDREVILLE.<br><br><b>[PDC n°18] : L'installation de traitement en charge du traitement final du déchet (de type R9) n'a pas signé le bordereau de suivi de déchet. L'exploitant n'assure pas la traçabilité de ses déchets jusqu'à leur traitement final.</b> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.<br><br>L'exploitant transmettre le bordereau de suivi de déchets complété.                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de délais :</b> 1mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 19 : Limitation des émissions nuisantes ou polluantes**

|                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 §1.1                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limitation des émissions nuisantes ou polluantes                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les rejets et émissions nuisantes ou polluantes doivent être prévenus ou limités autant que le permet la mise en oeuvre des meilleures techniques disponibles |
| <b>Constats :</b><br><br>Vu : la trémie d'alimentation spécifique au colorant rouge, sur l'installation d'enrobage de matériaux.                                                                     |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Il est constaté la présence de poudres rouge tout autour de la trémie, sur la plateforme en caillebotis mais également au sol, non imperméabilisé. L'exploitant indique que le chargement de ce colorant s'effectue manuellement par un opérateur qui vide les sacs de poudre dans la trémie d'alimentation.</p> <p><b>[PDC n°19] : L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées la fiche de données de sécurité du colorant rouge employé afin de justifier l'absence de risque de pollution due à la dispersion dans l'air et les sols environnants de ce produit. Dans le contraire, l'exploitant présentera également son plan d'action pour prévenir les risques de dispersion dans l'environnement.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé (dont Fiche de Données de Sécurité du produit).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

#### N° 20 : Plan des réseaux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §3.2.4</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un plan de l'établissement faisant apparaître les sources et la circulation des eaux et des liquides de toute origine.<br/>[...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Vu : plan des réseaux de plateforme et de la centrale d'enrobage à chaud de matériaux, du 24/01/2024, faisant apparaître les points de rejets, les points collectés et les réseaux.<br/>Lors de la visite d'inspection le plan a été vérifié par sondage : l'emplacement des points de rejets, la présence d'une zone de lavage et le cheminement d'une partie du réseau (dont fossés) sont bien conformes au plan des réseaux.</p> <p>[PDC n°20] : Absence d'écart constaté.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

#### N° 21 : Capacités de rétention des fluides

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 2 - §3.2.5                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacités de rétention des fluides                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les unités, parties d'unités de stockages fixes ou mobiles, les aires de transvasement ou de parage de véhicules susceptibles de mettre en oeuvre même occasionnellement un ou plusieurs produits potentiellement polluants seront équipées de capacités de rétention étanches permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.</p> <p>Le volume et la conception de ces capacités de rétention devront permettre de recueillir dans les meilleures conditions de sécurité, la totalité des produits contenus dans les stockages et installations de fabrication susceptibles d'être endommagés lors d'un sinistre.</p> <p>Des dispositions seront prises pour que ces cuvettes soient toujours disponibles (mise à l'abri des eaux de pluie par exemple).</p> <p>[...]</p> <p>Quoiqu'il en soit, le volume utile des capacités de rétention associées aux stockages de produits potentiellement polluants devra être au moins égal à la grande des valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir associé ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il est constaté plusieurs bidons et GRV contenant des produits chimiques et fluides susceptibles de générer une pollution placés hors rétention. Des égouttures au sol nécessitant un nettoyage sont également constatées.</p> <p><b>[PDC n°21] : Des produits chimiques ne sont pas stockés et entreposés dans une rétention adaptée.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- placer sur une rétention adaptée l'ensemble des bidons et GRV de produits chimiques ;</li> <li>- assurer le nettoyage des salissures en pied de GRV et s'assurer de la collecte pour élimination des sols et eaux souillées.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 1mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 22 : Emissions de nuisances**

|                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/1996, article 5.1 à 5.3 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruits et vibrations                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b>                                                      |

### 5.1 Généralités

L'établissement sera construit, équipé et exploité de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou vibrations susceptibles de constituer une gêne pour la tranquillité du voisinage.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

D'une façon générale, les bruits émis par les différentes installations ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à 5 dB(A) pour une période allant de 6h30 à 21h30 sauf dimanche et jours fériés, supérieure à 3 dB(A) pour la période allant de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et jours fériés.

### 5.2 Conception des installations et appareils

Les véhicules et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement seront conformes à la réglementation en vigueur. [...]

L'usage de tous les appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### 5.3 Niveaux de bruits limites

Ainsi, le niveau sonore limite admissible en limite de propriété est fixé à :

- 65 dB(A) de jour (7h - 20h)
- 60 dB(A) en période intermédiaire (6h-7h et 20h-22h) ainsi que les dimanches et jours fériés ;
- 55 dB(A) la nuit (22h-6h)

### **Constats :**

Le jour de la visite d'inspection, l'installation d'enrobage à chaud de matériaux routiers et l'installation de concassage criblage ne sont pas en fonctionnement. L'installation de concassage présente sur le site est en partie démontée pour maintenance.

Au regard des conditions d'exploitation le jour de la visite, l'inspection des installations classées n'a pas pu constater la génération de bruits ou de nuisances susceptibles d'impacter le voisinage.

**[PDC n°] : Conformément au 1.3 de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 et au regard de la plainte émise à l'encontre des conditions d'exploitation du site, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant la réalisation d'une campagne de vérification des émissions sonores générées par les installations. La campagne devra être menée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 sur une période représentative de l'activité et sur les trois périodes définies au 5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.**

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Conformément au 1.3 de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 et au regard de la plainte émise à l'encontre des conditions d'exploitation du site, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant la réalisation d'une campagne de vérification des émissions sonores générées par les installations. La campagne devra être menée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 sur une période représentative de l'activité et sur les trois périodes définies au 5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

**Type de suites proposées : Avec suites**

|                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------|
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant |
| <b>Proposition de délais :</b> 4mois                                  |